L'identité politique du Canada après l'élection du 19 octobre 2015 : de nouvelles orientations pour la politique canadienne ?

*Canada's political identity in the wake of the October 2015 election : towards a
new foreign policy ?*

Frédéric Boily

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/760>

DOI : 10.4000/eccs.760

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 7-26

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Frédéric Boily, « L'identité politique du Canada après l'élection du 19 octobre 2015 : de nouvelles orientations pour la politique canadienne ? », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 81 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/760> ; DOI : 10.4000/eccs.760

L'IDENTITÉ POLITIQUE DU CANADA APRÈS L'ÉLECTION DU 19 OCTOBRE 2015 : DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE CANADIENNE?

Frédéric BOILY
Collège Saint-Jean
Université de l'Alberta

Ce texte propose de revenir sur la dernière élection générale fédérale qui a donné lieu à un retour en force du Parti libéral du Canada de Justin Trudeau. Dans un premier temps, il s'agit d'examiner la notion dite des élections pivots. Cette notion est souvent évoquée pour interpréter des élections comme celle ayant mené à la victoire des libéraux en octobre 2015. Dans un second temps, nous analyserons les résultats afin de contextualiser la victoire libérale afin d'identifier certaines forces, mais aussi faiblesses, des partis. C'est ce qui nous amènera, finalement, à explorer l'existence d'une rupture entre les libéraux et les conservateurs à propos de la politique étrangère.

This paper intends to review the last general federal election, which has resulted in a strong comeback for the Canadian Liberal Party and Justin Trudeau. First, we examine the notion of a turning-point election. This notion has often been invoked for understanding some elections such as the liberal victory in October 2015. Second, we analyze the election results in order to contextualize the Liberal victory according to the strengths and weaknesses of the parties. That will bring us finally to explore the existence of the break between Conservatives and Liberal in matters of foreign policy.

Après presque une décennie à gouverner, le Parti conservateur du Canada a été évincé du pouvoir alors que le Parti libéral du Canada (PLC) faisait le chemin inverse en effectuant un retour spectaculaire, passant de la troisième place à un gouvernement majoritaire. Peu d'observateurs croyaient une telle chose possible, encore que ce ne soit pas la première fois que les libéraux, au cours de leur histoire, déjouent les pronostics des experts. Ainsi, au tournant des années 2000, de nombreux observateurs croyaient que le PLC était destiné à gouverner encore longtemps, alors qu'il se voyait remplacé par les conservateurs quelques années plus tard. Suite à l'élection générale de 2015, plusieurs questions se posent dont l'une, fondamentale : le retour des libéraux au gouvernement signifie-t-il le début d'une nouvelle dynamique politique ? Et si oui, constitue-t-elle un changement de cap radical quant aux grandes orientations politiques canadiennes ? Est-ce le premier pas vers une nouvelle métamorphose de la politique canadienne ? Il faut se demander si cette élection se veut le prélude d'un processus de rééquilibrage dans l'architecture politique du pays qui verrait, après une « décennie Harper », le début d'une « décennie

Frédéric BOILY

Trudeau 2.0 », pour reprendre une expression fréquemment utilisée par les observateurs et journalistes canadiens.

La thèse que nous voulons examiner ici suggère qu'il est encore trop tôt pour affirmer que cette élection représente un tel changement, même si les libéraux ont rapidement tourné le dos à plusieurs politiques conservatrices. Le plus spectaculaire des changements est probablement le fait que le gouvernement va volontairement effectuer des déficits importants dans les prochains budgets afin de stimuler l'économie par des investissements majeurs dans les infrastructures. Cependant, une analyse approfondie montre que les résultats ont été plus serrés qu'il n'y paraît au premier coup d'œil.

Pour soutenir la thèse selon laquelle il est prématuré d'interpréter cette élection comme un tournant majeur, nous procéderons, dans la première section, à une brève réflexion théorique à propos de cette idée voulant qu'il existe des élections qui représentent des tournants afin de montrer que l'on abuse parfois de cette catégorie. Dans la deuxième section, nous nous livrerons à un examen des résultats électoraux afin de montrer que la victoire libérale, pour qu'elle convaincane qu'elle apparaisse à première vue, présente aussi des côtés plus fragiles amenant à ne pas conclure trop hâtivement à une irrésistible vague libérale d'une part et, d'autre part, à la fin de la droite, comme d'aucuns l'ont fait à la suite du scrutin. En poursuivant dans cette veine qui consiste à montrer que le tournant annoncé reste encore à venir, nous terminerons par un examen de la politique internationale que le PLC cherche à promouvoir pour se distinguer de la politique étrangère du gouvernement de Stephen Harper. Cette dimension est pertinente puisque les libéraux ont rapidement proclamé que, après une décennie d'éclipse conservatrice, leur victoire signifiait un retour du Canada sur la scène internationale.

1) Retour sur l'élection : un nouveau tournant?

Il est commun d'identifier des élections qui, au Canada comme ailleurs, constituent des « points tournants » ou des élections pivots par rapport aux élections les plus nombreuses qui reconduisent le parti au pouvoir, comme celles de 1997 ou de 2000. Ces dernières avaient été déclenchées par le premier ministre Jean Chrétien essentiellement pour des raisons stratégiques afin de prendre avantage de la désorganisation de l'Alliance canadienne de Stockwell Day (JEFFREY 2010 : 341). Au contraire, les élections pivots sont censées signifier un changement important, essentiellement parce qu'elles indiquent une reconfiguration du système partisan avec l'apparition de nouvelles formations

DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE CANADIENNE ?

politiques, ou bien parce qu'elles ont été le moment de débats fondamentaux pour l'évolution future du pays. L'impression d'être en présence d'une élection de ce type découle d'une perception qui s'exprime parfois pendant la campagne ou de manière rétrospective, lorsque des politologues identifient des ruptures générationnelles menant à des réalignements partisans (LEMIEUX 2011).

De telles élections conduisent parfois à des réalignements partisans, comme ce fut le cas avec celle de 1896 qui, suite à l'arrivée de Wilfrid Laurier au pouvoir, a été décrite comme étant fondamentale parce que les libéraux entraient au gouvernement et entamaient alors leur domination pour le siècle à venir (BLAKE 1979). Dans le même sens, l'élection générale de 1968 qui a amené Pierre Trudeau comme premier ministre, ou encore celles des conservateurs de Brian Mulroney dans les années 1980, sont généralement perçues comme ayant été marquantes et des *turning p'int*s (ARGYLE 2004). Dans le premier cas, c'est parce que Trudeau inaugurait le début d'une nouvelle ère libérale qui a marqué le pays jusqu'au milieu des années 1980. Dans le deuxième, c'est en raison de l'importance de la victoire conservatrice (1984) et, ensuite, de l'intensité du débat sur le libre-échange qui opposait les partis politiques au moment de la campagne de 1988 qu'on a parlé d'une élection fondamentale, d'autant plus que les conservateurs parvenaient pour une rare fois à gagner deux mandats majoritaires. Lors des élections de ce type, il ne s'agit pas simplement d'un changement de gouvernement car même sans un nouveau parti au pouvoir, elles seraient l'illustration du début d'une nouvelle ère. Parfois, elles sont dites « critiques » parce qu'elles soulèvent un débat fondamental quant à l'avenir du pays, comme celle de 1988 mentionnée plus haut avec le débat sur le libre-échange (LEDUC et al. 2010).

De plus, il est nécessaire de rappeler que le récit de ces tournants est souvent une sorte de récit des vainqueurs, dans lequel ces derniers présentent leur victoire sur un mode non seulement triomphaliste, mais aussi transformateur, comme si un nouveau chapitre dans l'histoire politique de leur province ou pays venait de commencer avec eux. Si cela est parfois vrai, ce n'est pas toujours le cas non plus, une victoire étant souvent tout autant le reflet d'une désillusion que d'une adhésion à un programme.

En effet, dans une entrevue accordée à la *Revue québécoise de science politique* (aujourd'hui *Politique et sociétés*) quelques années seulement après les élections respectives de Ronald Reagan et François Mitterrand, le politologue Seymour Martin Lipset faisait remarquer que ce n'est pas tant une *adhésion* à leur idées et à leurs programmes – l'un de désengagement du

Frédéric BOILY

gouvernement, l'autre de retour de l'État – qui leur a valu la victoire, qu'un *rejet* des autres gouvernements et des dirigeants :

Bien sûr aux États-Unis, certains prétendent, les conservateurs surtout, que la victoire de Reagan représente une victoire de la libre entreprise, une attaque contre le Welfare State. En France, on prétendait qu'il s'agissait d'une victoire du mouvement socialiste. Je pense plutôt que dans les deux cas, si on examine les résultats électoraux et les sondages, on découvre que les Américains n'ont pas voté pour la libre-entreprise, ou les Français, pour le socialisme. Les Français ont voté contre Giscard et les Américains, contre Carter. (Lipset cité dans LAMONT 1983 : 8)

Comme le remarquait Lipset, le vote qui porte une formation politique au pouvoir n'en est pas toujours un d'adhésion. En fait, la même dynamique de rejet s'est aussi produite côté canadien, en 1984, lorsque John Turner avait succédé à Pierre Elliott Trudeau qui était revenu au pouvoir en 1980, après un court mandat de quelques mois du conservateur Joe Clark. Sans rien enlever à l'équipe conservatrice de Brian Mulroney, leur victoire de 1984 repose tout autant sur un vote de rejet et de méfiance à l'égard d'un Parti libéral mené par un nouveau chef héritant de décisions impopulaires prises par son prédécesseur, que d'une adhésion pleine et entière aux conservateurs et à leurs politiques (LEDUC 2010 : 365-366). Ce phénomène de rejet, comme nous le verrons dans la deuxième section, a aussi joué contre Stephen Harper. Cette dialectique entre rejet et adhésion ne doit d'ailleurs nullement étonner : le vote est un phénomène complexe, et comme les études électorales l'ont abondamment montré, un parti peut se retrouver au pouvoir non pas tant pour ce qu'il avance que pour remplacer une formation ayant été trop longtemps au pouvoir (GIDENGIL, et al. 2012).

À cet égard, la victoire des conservateurs à l'élection générale de 2011 a été interprétée en ce sens, c'est-à-dire comme la concrétisation, après deux élections où le gouvernement était demeuré minoritaire, d'une mutation de l'identité politique du Canada. Des observateurs canadiens-anglais ont publié un livre remarqué en 2013, qui soutenait la thèse d'un *Big Shift*, thèse qui reposait sur la double hypothèse d'une montée en force des provinces de l'Ouest et sur le fait que le Canada avait viré à droite (BRICKER et IBBITSON 2013). Le déplacement démographique de la population vers les provinces de l'Ouest, notamment l'Alberta et la Saskatchewan, perçu comme un reflet de leur vitalité économique, symbolisait ce changement d'équilibre en faveur de cette région. En 2011, le Canada avait redécouvert, croyait-on, sa dimension

DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE CANADIENNE ?

asiatique et les conservateurs avaient su mieux articuler ce changement d'équilibre géopolitique canadien que leurs adversaires, auprès de leur base électorale qui se trouvait dans l'Ouest du pays. Rétrospectivement, les élections de 2004, 2006 et 2008 semblaient en quelque sorte avoir préparé ce changement de polarité. C'est dans ce contexte que la question se pose à propos de la victoire libérale de 2015 : représente-t-elle aussi un grand changement ?

À première vue, les résultats de l'élection générale du 19 octobre 2015 paraissent bien invalider cette thèse du grand changement en 2011, avec non seulement le retour des libéraux au pouvoir mais aussi avec celui du Québec et des Maritimes (nous y reviendrons plus loin) qui sont maintenant bien installés au gouvernement, ce qui n'était pas vraiment le cas auparavant. En fait, si on adopte le point de vue que la dernière élection générale de 2015 constitue elle aussi un tournant, une hypothèse soulevée avant même le déclenchement des élections¹, alors la période comprise entre 2006 et 2015 devrait maintenant être interprétée, vraisemblablement, comme une parenthèse conservatrice entre deux époques libérales, un phénomène qui n'est pas inédit dans l'histoire politique canadienne. Avant de parler d'une simple parenthèse conservatrice et d'un retour à un Canada libéral, il faut cependant souligner deux choses.

D'une part, le changement survenu en 2011 n'était pas si important qu'on le présentait. L'idée que le Canada avait à ce moment là fait un virage à droite était exagérée, dans la mesure où ce n'était pas l'ensemble du pays mais le Parti conservateur qui avait viré à droite et qui avait refait son unité autour de son chef Stephen Harper. Il faut rappeler à cet égard l'état dans lequel se trouvait l'ensemble du camp conservateur après l'élection de 2000 : l'Alliance canadienne menée par Stockwell Day avait échoué lors de l'élection et l'ensemble du mouvement conservateur restait divisé. Or, sous la ferme direction de Stephen Harper, il est indéniable que les conservateurs sont parvenus à regagner la confiance d'une partie des électeurs canadiens. Pour autant, il ne fallait pas confondre le Parti conservateur avec l'ensemble de la société canadienne. Comme nous l'avons montré ailleurs, plusieurs observateurs ont donc entériné trop rapidement la validité de la thèse du grand changement en 2011 (BOILY 2014b).

D'autre part, et même en relativisant la thèse du grand changement, il y avait tout de même des évolutions économiques et sociales bien réelles et

¹ BUSCH Trevor (2015), « Federal election turning point for Canada? », *The Taber Times*, 9 avril, <http://www.tabertimes.com/blog/2015/04/09/federal-election-turning-point-for-canada>

Frédéric BOILY

encore visibles derrière la victoire des conservateurs. Par exemple, l'augmentation ainsi que la relative jeunesse de la population des provinces de l'Ouest sont toujours supérieures à la moyenne canadienne, notamment dans les régions métropolitaines². Cette donnée démographique fait en sorte que l'augmentation de la population, survenue dans les dernières années, n'est pas encore terminée, même si l'important ralentissement économique, suite à l'effondrement des prix du pétrole depuis 2014, a considérablement assombri les perspectives économiques en Alberta et en Saskatchewan. Cependant, l'économie de la Colombie-Britannique connaît de bonnes performances³, ce qui montre que cette vaste région de l'Ouest qui va du Manitoba aux rives de l'océan Pacifique continue d'être importante pour le pays. Ainsi, les raisons profondes qui ont favorisé l'arrivée des conservateurs en 2006, et leur maintien au pouvoir en 2008 et 2011, n'ont pas complètement disparu du paysage politique et social canadien.

D'ailleurs, la victoire libérale a été en partie construite sur cette idée que le Canada s'est tourné vers l'Ouest. En effet, avant même le déclenchement des élections, les libéraux ont d'abord fait des efforts pour reprendre pied dans cette partie du pays, notamment en tenant un discours différent des autres partis politiques à propos de l'exploitation des sables bitumineux. Avant le début de la dernière campagne électorale, nous avons montré que Justin Trudeau s'est présenté comme un allié de l'industrie pétrolière de Calgary, différent des néodémocrates qui étaient trop critiques des projets de développement de l'industrie pétrolière, selon le chef libéral, mais aussi différent de Stephen Harper qui était lui trop peu soucieux de l'image du Canada en matière environnementale (BOILY 2014a). Désireux de ne pas s'aliéner les provinces de l'Ouest avec des politiques perçues comme hostiles à l'économie de l'Alberta et de la Saskatchewan, le premier ministre Trudeau s'est par la suite fréquemment déplacé dans cette région, que ce soit après la présentation du budget fédéral afin de justifier certaines politiques en matière d'assurance-chômage ou pour visiter Fort McMurray durant les incendies de forêt en mai

² "En 2014-2015, le taux de croissance de la population a atteint 2,0 % ou plus dans quatre RMR, soit Kelowna (+3,1 %), Calgary (+2,4 %), Edmonton (+2,4 %) et Saskatoon (+2,0 %). Suivaient les RMR de Regina (+1,9 %), d'Abbotsford–Mission (+1,4 %) et de Winnipeg (+1,4 %)", *Statistiques Canada*, "Estimations de la population du Canada : régions infraprovinciales, 1^{er} juillet 2015", <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/160210/dq160210a-fra.htm?HPA>, (consulté le 16 janvier 2016)

³ MARLOW, Ian et JANG, Brent (2015), « The bounty in B. C. », *The Globe and Mail*, 27 septembre, <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/economy/british-columbias-resilient-economy/article26549819/>, (consulté le 16 juin 2016).

DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE CANADIENNE ?

2016. Les libéraux ne veulent pas répéter les erreurs du passé et courir le risque de voir une importante partie du pays se détourner d'eux, comme cela a été le cas avec le gouvernement de Pierre Trudeau et la mise en place du Programme national d'énergie (1980) qui avait été perçu comme une « attaque » contre l'industrie pétrolière albertaine.

De plus, l'importance prise par la Colombie-Britannique ou l'Alberta pourrait s'accroître avec le Partenariat Transpacifique qui réunit 12 pays de cette vaste région, dont les États-Unis et le Japon, une entente de principe ayant été annoncée dans les derniers moments de la campagne de 2015. Si les libéraux approuvaient définitivement l'accord, ce que la ministre du commerce Chrystia Freeland a cependant refusé de confirmer après l'avoir ratifié en février 2016, alors le gouvernement de Justin Trudeau suivrait les traces des conservateurs et tendrait à donner du crédit à la thèse selon laquelle le Canada se tourne, aujourd'hui plus qu'hier, vers le Pacifique malgré l'Accord de libre-échange en négociation avec l'Europe. Dans ce contexte, il est permis de croire que les orientations prises par la politique canadienne dans la première décennie des années 2000, continueront d'être présentes au cours du prochain mandat libéral, encore que le sort du Partenariat est maintenant compromis, à la suite des élections présidentielles de novembre 2016 aux États-Unis.

En fait, comme nous allons maintenant le voir, l'élection générale de 2015 montre aussi que la victoire libérale présente un mélange d'adhésion au programme libéral et de rejet du premier ministre Stephen Harper.

2) Retour sur l'élection : nature de la victoire libérale et rejet de Stephen Harper

La victoire de Justin Trudeau et de son parti représente un succès incontestable ainsi que l'indique une analyse des résultats permettant d'en dégager les grands axes. Une victoire d'autant plus convaincante que le parti partait de la troisième position, loin derrière l'opposition officielle néodémocrate⁴. Avec 6.9 millions de votes, les libéraux se retrouvent avec 184 députés à la Chambre des communes contre 99 sièges aux conservateurs, 44 aux néodémocrates et 10 et 1 sièges respectivement au Bloc québécois et au Parti vert. Dans toutes les provinces, les libéraux sont parvenus à augmenter leur pourcentage de voix ainsi que leur nombre de députés. Un raz de marée a notamment déferlé sur la région des Maritimes, là où les libéraux ont

⁴ *Electi`ns Canada*, <http://enr.elections.ca/National.aspx?lang=f>.

Frédéric BOILY

complètement dominé leur adversaire en remportant tous les sièges de la région. Au Québec aussi, les libéraux ont repris pied, autant dans la grande région de Montréal qu'ailleurs en province, quoique de manière plus timide dans la ville et la région de Québec. À cet égard, le politologue Louis Massicotte a pu justement écrire : « Personne ne leur dispute la palme du vainqueur parmi les électeurs francophones. Ils ont balayé l'île de Montréal, les Cantons de l'Est et l'Outaouais, tout en effectuant des percées inattendues ailleurs, décrochant deux sièges dans la ville de Québec et deux autres en Gaspésie. » (MASSICOTTE 2015)

Au-delà de la dimension régionale de l'implantation du vote libéral, il est indéniable qu'un parti qui aspire à gouverner ne peut le faire sans posséder des assises électorales importantes dans les plus grandes villes canadiennes. Le pays est vaste, mais plus d'un Canadien sur trois (35,4%) habite maintenant à Vancouver, Toronto ou Montréal. En fait, sept Canadiens sur dix habitent une des grandes régions urbaines du pays⁵. Or, les libéraux sont parvenus à s'imposer dans presque toutes les grandes villes canadiennes, et à revenir en force à Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax à l'exception de Calgary, Edmonton, Regina et Québec. L'électorat des villes des prairies n'est pas uniquement conservateur, preuve étant que tous les députés provinciaux de la ville d'Edmonton sont néodémocrates depuis l'élection albertaine de mai 2015. Cependant, sur la scène fédérale et depuis l'instauration du Programme national d'énergie évoqué plus haut, les libéraux ont rencontré peu de succès dans ces provinces.

En revanche, les performances libérales dans les grandes villes canadiennes indiquent, et c'est peut-être là un des enseignements les plus importants de l'élection, une sorte de « cassure » entre les milieux urbains et ruraux qui correspond d'ailleurs à la tendance de fond quant à l'évolution démographique au Canada. De plus, les libéraux semblent avoir profité de l'afflux, entre 2011 et 2015, de nouveaux électeurs (de 14 823 408 à 17 711 468) ainsi que d'un taux de participation plus élevé qu'à la précédente élection (de 61% à 68%), notamment chez les jeunes de 18 à 24 avec une spectaculaire hausse de 18,3% par rapport à 2011⁶.

⁵ Statistiques Canada, « Estimations de la population du Canada : régions infraprovinciales, 1^{er} juillet 2015 », op. cit.

⁶ 42nd General Election Evaluations (October 19, 2015),
Élections Canada, <http://www.elections.ca/res/rep/off/ovr2015app/41/table3F.html>

DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE CANADIENNE ?

Pourtant, cette victoire ne représente pas nécessairement une victoire aussi forte qu'on a pu le croire. D'abord, si nous examinons le pourcentage du vote exprimé, les libéraux ont recueilli presque exactement (un peu moins en fait) le même pourcentage que les conservateurs en 2011 (40%). De plus, dans certaines régions comme dans l'Ouest du pays notamment, les assises libérales sont bien moins solides que dans les régions rurales de l'Atlantique. La Saskatchewan s'est montrée réfractaire à l'appel du PLC, tout comme les régions rurales albertaines, souvent plus conservatrices au plan des valeurs sociales et religieuses. En outre, malgré les succès au Québec, le vote libéral dans cette province se situe à 35,7% contre 25,4% aux NPD, 19,3% pour le BQ et 16,7% pour les conservateurs⁷.

Rappelons aussi que le vote libéral demeure davantage concentré dans la grande région de Montréal, ailleurs en région les victoires libérales ayant été parfois plus fragiles. Par exemple, dans la ville de Québec, certains élus libéraux ont parfois bénéficié de la division du vote, comme c'est le cas du ministre Jean-Yves Duclos qui a gagné avec 28,88% des voix, suivi de près par la candidate néodémocrate (27,05%) et le conservateur (21,79%), le candidat du Bloc québécois fermant la marche (18,85%). Le même phénomène s'est reproduit dans Chicoutimi-Le Fjord, le candidat libéral l'ayant remporté avec 31,09% des suffrages exprimés contre 29,72% pour le néodémocrate sortant. En fait, au Québec, les libéraux ont gagné 40 circonscriptions contre 38 pour les partis d'opposition, laissant un paysage politique fragmenté à l'extérieur de la métropole montréalaise. C'est aussi en partie le cas en Colombie-Britannique où les trois grandes formations politiques ont recueilli chacune une part importante de l'électorat, les libéraux avec 35,1% (17 députés) des voix exprimées, les conservateurs avec 29,9% (10 députés) et les néodémocrates qui ferment la marche avec 26% (14 députés). Voilà qui montre que la victoire des libéraux a été, du moins dans certaines circonscriptions, une conséquence d'une division du vote toute de même assez importante. En ce sens, le raz de marée libéral n'a pas déferlé partout sur le territoire canadien.

Mais d'autres diront que cela ne change rien au fait que si le vote libéral est combiné au vote néodémocrate, la gauche et le centre défont facilement la droite. Dans ce contexte, il faudrait donc en conclure que le PC a bel et bien été rejeté par l'électorat, les résultats indiquant un abandon de la droite. L'idée mérite assurément un examen.

⁷ Élections Canada, <http://enr.elections.ca/Provinces.aspx?lang=f>, (consulté le 27 février 2016).

3) Rejet de la droite?

Au premier regard, suite à l'éviction des conservateurs du gouvernement, il semble bien que la droite canadienne ait été rejetée par les électeurs canadiens. Pendant la campagne électorale, cette volonté s'est raffermie. C'est ce que disait Claire Durand, une spécialiste de l'analyse des sondages : « Cette élection s'alignait pour être celle du vote stratégique, celle où beaucoup de Canadiens voteraient pour se débarrasser des conservateurs. À partir du moment où les libéraux se sont mis à monter, ceux qui voulaient à tout prix défaire les conservateurs sont montés dans le train.⁸ »

Peut-être encore plus que le parti lui-même, c'est cependant la figure du premier ministre Stephen Harper qui était tombée en disgrâce. En effet, dans les deux dernières années de son mandat, le chef conservateur était devenu largement impopulaire, même auprès de certains ministres⁹. Le scandale du Sénat autour de l'affaire Mike Duffy, qui impliquait un remboursement de 90 000 \$ par le chef de Cabinet du premier ministre, a entaché de manière importante la crédibilité de l'ex-premier ministre aux yeux de nombreux électeurs. Détail hautement significatif montrant que les stratèges du PC étaient bien conscients de cette impopularité de leur chef, les publicités électorales laissaient nettement entendre qu'il ne fallait pas voter en pensant seulement à Stephen Harper mais aussi au parti. Par exemple, le premier ministre sortant le reconnaissait au moment d'une entrevue accordée en fin de campagne. « Ce n'est pas à propos de moi. C'est ce que nous essayons de faire pour le pays.¹⁰ » D'ailleurs, pour pallier son impopularité, Stephen Harper s'était mis à évoquer, lors de la campagne électorale de 2015, des questions de nature identitaire – concernant le serment de citoyenneté à visage découvert –, ce qui a été par la suite dénoncé par la presse nationale, comme étant une utilisation « cynique de la politique de l'identité »¹¹. Mais l'électorat décidait tout de même de rejeter Stephen Harper, qui avait été trop longtemps au pouvoir. « Harper's principal problem was that he was a prime minister who had been in power for a decade

⁸ Claire Durand citée par LEDUC, Louise (2015), « Les sondages auraient stimulé le vote libéral », *LaPresse.ca*, 20 octobre, <http://www.lapresse.ca/actualites/elections-federales/201510/20/01-4911771-les-sondages-auraient-stimule-le-vote-liberal.php>

⁹ ALTERESCO, Tamara (2016), « Trois ex-ministres conservateurs brisent le silence », *IciRadi`Canada.ca*, 17 février, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2016/02/17/004-ex-ministres-conservateurs-brisent-silence-regrets-erreurs-campagne-electorale.shtml>.

¹⁰ MACGREGOR, Roy (2015), « Inside Stephen Harper's 'strange fish bowl' », *The Gl`be and Mail*, 10 octobre, p. A4.

¹¹ *The Gl`be and Mail* (editorial), « The Liberal Party and 'Canadian' values », 16 février, 2016, p. A10.

DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE CANADIENNE ?

– and every prime minister becomes unpopular after a decade. Harper had held onto his loyalists, but he could not acquire new ones.» (WADDELL 2015: 7)

Or, en dépit de l'impopularité du chef conservateur, le parti n'a pas été complètement balayé, puisqu'il reste assez fort avec une préservation relative de la base électorale qui leur avait permis de gagner les élections générales de 2011. D'abord, les conservateurs sont tout de même parvenus à gagner 32% des suffrages exprimés avec 5.6 millions de votes contre 5.8 millions de vote en 2011¹². En fait, dans certaines circonscriptions ontariennes, le vote conservateur a diminué quelque peu mais sans s'effondrer, alors que celui des libéraux a bondi en drainant le vote néodémocrate. En fait, le parti qui sort le plus affaibli de l'élection est bien davantage le NPD que le PC.

C'est le cas dans York-Centre une circonscription emblématique de la relative stabilité conservatrice et du déplacement du vote pour le NPD vers le PLC. Jusqu'en 2008, cette circonscription était acquise aux libéraux. En effet, de 1974 à 2006, le PLC y gagnait plus de 50% des voix avec 43,5% des suffrages exprimés en 2008. Mais, en 2011, il s'agissait d'une circonscription que les conservateurs avaient arrachée aux libéraux, avec 20 356 (48,5%) voix contre 13 979 (33,3%) et 6 656 voix au NPD (15,9%). Or, en 2015, les libéraux ont repris ce siège avec 20 131 (46,8%) contre 18 983 (43,9%), c'est-à-dire que les conservateurs ont perdu un peu moins de 4 % des suffrages exprimés en comparaison avec 2011. Quant au NPD, il s'agissait cependant d'une baisse importante avec seulement 3148 voix (7,3%). Dans cette circonscription, l'effet du transfert des votes du NPD vers le PLC s'est nettement fait sentir. En outre, comme nous l'avons mentionné plus haut, les conservateurs restent forts dans les provinces de l'Ouest, notamment dans les régions rurales et dans des villes comme Calgary et Edmonton où ils ont remporté la grande majorité des sièges (BOILY 2015).

C'est pourquoi cette formation politique reste encore concurrentielle, électoralement parlant, la base conservatrice étant encore assez solide. Bricker et Ibbitson ont donc raison d'écrire que les chances des conservateurs de revenir au pouvoir ne sont pas si mauvaises. « We believe that in this century the conservative coalition is also broad and deep and coherent. If the party takes its time and chooses its next leader wisely, without being distracted by nostalgists or narrow ideologues, the Conservatives will be very competitive in

¹² Élections Canada, <http://enr.elections.ca/Provinces.aspx?lang=f>, (consulté le 27 février 2016).

Frédéric BOILY

the next election and in elections to come.¹³ » On comprend mieux pourquoi les libéraux, malgré leur victoire, sont désireux, au-delà des intentions exprimées pour une meilleure représentation, d'apporter des changements au mode actuel de scrutin, sachant très bien que celui-ci permet aux conservateurs de rêver à un retour au pouvoir, ce qui ne serait pas le cas avec un mode de scrutin proportionnel ou préférentiel (IVES 2015).

La victoire libérale repose sur un désir de changement basé sur une adhésion à leur programme, beaucoup plus prononcée dans certaines régions et dans la majorité des grandes villes, et sur un sentiment de rejet de l'équipe conservatrice. Ainsi que l'ont résumé des sondeurs, il y a eu deux campagnes qui se sont déroulées en parallèle, l'une pour rejeter les conservateurs, l'autre pour déterminer qui s'imposerait comme solution de rechange. En définitive, ce sont les libéraux qui sont parvenus à incarner le désir de changer les orientations politiques prises sous les conservateurs (COLETTI 2015 : 116-117). Ils ont d'ailleurs aussi promis de changer les orientations conservatrices en matière de politique étrangère.

4) Retour sur l'élection : un nouveau paradigme internationaliste?

Quel que soit le rejet des conservateurs, il reste que les libéraux sont bien en selle pour les prochaines années. Dans un contexte majoritaire, ils ont ainsi les coudées franches pour imprimer un changement de cap sur les orientations du gouvernement, ainsi qu'une marque profonde sur l'État canadien. Par exemple, le gouvernement libéral a l'intention de revenir à une conception plus interventionniste de l'État, ce dernier pouvant même creuser les déficits budgétaires au nom de la nécessité des investissements dans les infrastructures. À cet égard, il existe une nette différence avec l'approche des conservateurs qui visaient à tout prix l'équilibre budgétaire, ce à quoi ils ne parvenaient d'ailleurs pas toujours. Du côté libéral, on ne rejette pas toute prudence fiscale mais celle-ci se trouve subordonnée aux ambitions d'un État plus actif en matière sociale et économique, quitte à ce que les déficits atteignent les 30 milliards dans la première année de leur mandat¹⁴.

¹³ BRICKER, Darrell et IBBITSON, John (2015), « Why Canada's shift to conservatism isn't dead », *The Globe and Mail*, 28 octobre, <http://www.theglobeandmail.com/opinion/why-canadas-shift-to-conservatism-isnt-dead/article27008590/> (consulté le 15 février 2016).

¹⁴ COYNE, Andrew (2016), « Liberal's \$30B deficit a debt of choice, not circumstance », *National Post*, 25 mars, <http://news.nationalpost.com/full-comment/andrew-coyne-liberals-30b-deficit-a-debt-of-choice-not-circumstance> (consulté le 18 juin 2016).

DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE CANADIENNE ?

Dans cette même veine, il faut s'attarder sur la politique étrangère canadienne et examiner comment le gouvernement libéral cherchera à se distinguer des conservateurs. D'une part, les conservateurs ont beaucoup été critiqués pour leur politique étrangère jugée trop militariste, voire néoconservatrice dans sa volonté de lutter contre le terrorisme (LAGASSÉ, MASSIE ET ROUSSEL 2014). D'autre part, les libéraux ont affirmé la volonté de revenir à une politique étrangère plus conforme à celle qui est traditionnellement associée au Canada, à savoir une politique de maintien de la paix et de casques bleus.

Cette volonté de changement ne doit pas étonner puisque les partis qui arrivent au pouvoir se servent souvent de la politique étrangère pour imprimer une direction nouvelle, comme l'ont d'ailleurs fait les conservateurs, en 2006, avec un discours appuyant fermement Israël (BOILY 2014c). Par exemple, à son arrivée à la tête des libéraux en 2003, désireux de se démarquer de Jean Chrétien, le premier ministre Paul Martin avait lui aussi initié une politique étrangère pour rétablir à la fois la réputation internationale du Canada et les relations avec les États-Unis (TOMLIN, HILLMER et OLSER HAMPSON 2008 : 110).

Dans le même sens, le gouvernement de Justin Trudeau a aussi choisi la scène internationale pour se doter d'une personnalité particulière en matière de gouvernance, notamment parce que le calendrier des rencontres internationales, ainsi que des événements imprévus comme les attentats de novembre 2015 à Paris, ont amené le nouveau premier ministre à effectuer rapidement, et presque à marche forcée, ses premiers pas sur la scène internationale à peine son arrivée au pouvoir concrétisée. En fait, depuis l'arrivée de Justin Trudeau à la tête du gouvernement, on note de fréquents appels à réorienter la politique étrangère qui aurait été laissée à l'abandon : « Obscurcie cette dernière décennie par une conduite erratique, mesquine et opaque, cette relation s'est éloignée des partenaires du pays ; boudés dans le cas des États-Unis, mal évalués dans celui des Chinois et ignorés s'agissant des Africains.¹⁵ » Mais en quoi le nouveau paradigme libéral – si nouveau paradigme il y a – signifie-t-il une nouvelle donne en ce qui concerne la politique internationale du Canada ?

¹⁵ ROY, Jean-Louis (2016), « L'indispensable reconstruction », *Le Devoir*, 2 juin, <http://www.ledevoir.com/politique/canada/472305/relations-etrangeres-du-canada-l-indispensable-reconstruction>

Frédéric BOILY

Il a beaucoup été discuté pendant les années Harper de l'influence d'un groupe désigné sous le vocable d'école de Calgary, c'est-à-dire d'un groupe de professeurs de sciences sociales qui auraient influencé le premier ministre à l'instar de Tom Flanagan (BOILY 2007). Or, il se pourrait maintenant que ce soit un autre groupe qui cherche à imprimer sa marque dans les prochaines années. En effet, afin de saisir la nature de la politique libérale et sa possible évolution en matière de politique étrangère, il faut se reporter à un ouvrage collectif publié au début de l'année 2016 par un politologue qui a agi comme un conseiller du premier ministre Justin Trudeau et qui l'a accompagné dans ses premiers pas sur la scène internationale jusqu'en juin de la même année.

En effet, le politologue Roland Paris qui dirige le *Centre for International Policy Studies* à l'Université d'Ottawa, a été dans le passé fort critique de Stephen Harper à qui il reprochait une « décennie de diplomatie des ténèbres ». À ses yeux, cela signifiait que le Canada avait été marginalisé en raison de la vision idéologique du gouvernement conservateur¹⁶. Or, il a co-dirigé un collectif qui s'apparente selon toute vraisemblance à une série d'orientations ou de recommandations politiques qui pourraient constituer la base ou l'embryon d'une nouvelle politique étrangère libérale. Il y est proposé un projet d'action et des orientations pour ce qui est maintenant appelé une « stratégie internationale » (*international strategy*) plutôt qu'une « politique étrangère » (*foreign policy*). C'est une façon de marquer à la fois une rupture avec le passé conservateur mais aussi avec ce qui est la manière traditionnelle de penser la politique étrangère. On notera d'ailleurs que les nouvelles missions du ministère des affaires étrangères ont épousé cette proposition puisque l'ancienne appellation « Affaires étrangères, Commerce international et Développement » est maintenant remplacée par « Affaires mondiales Canada »¹⁷.

Selon Paris et Owen, la politique étrangère ne peut plus se penser en fonction d'un monde où il existe une frontière entre le domestique et l'international alors que le monde d'aujourd'hui est « intermestic » (PARIS et OWEN 2016 : 5). Dans un contexte où les considérations internationales et

¹⁶ BERTHIAUME, Lee (2015), « A return to multilateralism: Meet Roland Paris, the man behind Justin Trudeau's foreign policy », *The National Post*, 29 décembre 2015, <http://news.nationalpost.com/news/canada/canadian-politics/a-return-to-multilateralism-meet-roland-paris-the-man-behind-justin-trudeaus-foreign-policy> (consulté le 5 avril 2016).

¹⁷ Bureau du Conseil privé, Gouvernement du Canada, <http://www.pco-bcp.gc.ca/index.asp?lang=fra&page=docs&doc=mog-ag-fra.htm> (consulté le 9 avril 2016).

DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE CANADIENNE ?

domestiques s'imbriquent autant, il devient impossible de les distinguer nettement. Il ne serait donc plus possible de se cantonner dans une position dite « isolationniste », comme celle qui a été prêtée aux conservateurs et dont témoignait leur refus de participer aux différentes négociations internationales en matière d'environnement. En fait, l'ensemble de la politique étrangère conservatrice était assez difficile à saisir dans sa globalité, car malgré un certain nombre d'énoncés, les conservateurs ne s'étaient pas donné la peine de publier un livre blanc sur le sujet (MORIN et ROUSSEL 2014 : 2). Ce manque de clarté a ainsi pu donner lieu à de multiples interprétations, notamment celle selon laquelle le Canada avait sous leur direction pris un virage militaire, et que, dans la foulée, l'ONU et autres organisations internationales avaient été délaissées.

C'est dans ce contexte où les libéraux cherchent à se démarquer de la politique étrangère des conservateurs que les premiers changements ont été proposés, tout en s'inscrivant dans les nouveaux paramètres identitaires identifiés dans l'ouvrage de Paris et Owen. Ce serait précisément en ce sens qu'il faudrait comprendre l'affirmation que le Canada est « de retour »¹⁸. Derrière le caractère triomphaliste de l'affirmation, celle-ci serait exacte dans la mesure où elle s'inscrirait dans la volonté des libéraux de se replacer dans la tradition d'un Canada qui reprend sa place sur la scène internationale, renouant ainsi avec ce qui est vu comme la position du Canada depuis les années de Lester B. Pearson, tout en s'adaptant aux nouvelles réalités de la collaboration internationale. Il s'agirait ainsi de montrer au monde que le Canada n'est pas une puissance guerrière prête au combat mais plutôt un pays qui cherche à se montrer en modèle de gestion de la diversité. À cet égard, la politique libérale sur la Syrie avec le retrait des avions de combat CF-18 a été présentée de cette façon, c'est-à-dire avec une dimension identitaire, comme l'a dit le premier ministre Trudeau : « Our new policy in Irak, Syria and the surrounding region reflects what Canada is all about.¹⁹ » Justin Trudeau et son gouvernement cherchent ainsi à réorienter la politique étrangère en la présentant comme un reflet de la tolérance canadienne, laquelle se démarque par son côté conciliateur et non militaire, d'où le retrait des avions de combat.

La démonstration la plus spectaculaire de cette nouvelle approche libérale reste probablement celle dévoilée au moment du sommet de la COP21 qui s'est tenu, à Paris, en décembre 2015. On se souviendra que le

¹⁸ *Le S`leil*, « Le Canada de retour clame Trudeau », 21 octobre 2015.

¹⁹ *The Gl`be and Mail* (editorial), « The Liberal Party and 'Canadian' values », 16 février, 2016, p. A10.

Frédéric BOILY

gouvernement de Stephen Harper s'était retiré du protocole de Kyoto en affirmant que, en ce qui concerne la lutte aux changements climatiques, le Canada faisait déjà sa part tout en étant seulement un joueur mineur dans ce dossier. Or, rapidement, le nouveau gouvernement libéral a pris une direction inverse en participant à la conclusion de l'Accord. De plus, le Canada avait répondu à l'invitation du ministre des affaires étrangères français Laurent Fabius, car la ministre de l'environnement Catherine McKenna faisait partie du groupe de facilitateurs chargé d'appuyer la conclusion d'un accord. Au plan de l'image du Canada à l'international, il s'agit assurément d'un tournant majeur en comparaison avec la politique des conservateurs qui ne croyaient pas que le Canada devait y jouer un rôle important.

Il faudra cependant voir si les libéraux voudront ou pourront tourner complètement le dos à l'approche conservatrice. Certaines orientations politiques ne paraissent en effet pas démontrer une volonté de rupture aussi grande. Par exemple, même si les réticences sont fortes, le gouvernement libéral est prêt à honorer le contrat d'armements de 15 milliards qui a été signé avec l'Arabie Saoudite sous l'ancien gouvernement. En ce qui concerne ce contrat, le langage est certes différent, mais la politique de fond demeure la même. Pour justifier sa décision, le ministre des affaires étrangères Stéphane Dion propose ce qu'il appelle une nouvelle politique de la « conviction responsable ». S'inspirant de l'éthique de la conviction et de celle de la responsabilité de Max Weber, Dion avance qu'il faut juger au cas par cas en trouvant un équilibre entre les convictions et les conséquences des politiques²⁰. Intellectuellement séduisante, la conviction responsable reste difficile à opérer politiquement au-delà du simple slogan.

Ce serait aussi au nom de la même « conviction responsable » que le gouvernement libéral cherche à rétablir les liens avec la Russie parce que, comme l'a mentionné le ministre Dion, « [l]e Canada doit cesser d'être pour ainsi dire seul à pratiquer la politique de la chaise vide face à la Russie, car ce faisant, il se pénalise lui-même²¹ ». Si l'idée de conviction responsable paraît, en théorie, un concept visant à se distinguer des conservateurs, il se pourrait qu'en pratique, elle emmène les libéraux à reconduire certaines politiques conservatrices, comme celle déjà mentionnée d'honorer le contrat d'armement

²⁰ GLAVIN, Terry (2016), « The Liberals and their 'magic' morality », *The National Post*, 30 mars, <http://news.nationalpost.com/full-comment/terry-glavin-the-liberals-and-their-magic-morality> (consulté le 9 avril 2016).

²¹ MARQUIS, Mélanie (2016), « Contrat avec l'Arabie saoudite maintenu par "conviction responsable" justifie Dion », *Le Soleil.ca*, 29 mars, (consulté le 9 avril 2016).

DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE CANADIENNE ?

avec l'Arabie Saoudite. Cette même conviction responsable pourrait aussi entraîner les libéraux à ratifier définitivement le Partenariat Transpacifique négocié par les conservateurs, ce qui confirmerait ainsi l'héritage conservateur.

À cet égard, le cas de la construction des pipelines sera particulièrement intéressant à suivre car il montre la nature des dilemmes auxquels fait face le gouvernement libéral aussi bien sur le plan interne qu'externe. En effet, sous les pressions de membres de sa propre formation ainsi que de la chef du parti néo-démocrate albertain (Rachel Notley), Justin Trudeau devra décider si son gouvernement est prêt à défendre la construction de pipelines, comme le projet Énergie-Est qui part de l'Alberta en direction du Nouveau-Brunswick en passant par le Québec. Hésitant dans un premier temps à se prononcer, il semble maintenant que le premier ministre ait été convaincu par son ministre des finances (Bill Morneau) et par d'autres membres de son cabinet de la nécessité d'approuver quelques projets de transport de pétrole pour soutenir les ambitions économiques de son gouvernement²². En fait, avant même le début de la dernière campagne électorale, Justin Trudeau avait reconnu et souligné, comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, l'importance du secteur énergétique pour l'ensemble du Canada. Il reste cependant à voir à quel point le gouvernement libéral se montrera prêt à favoriser des projets de construction de pipelines qui vont à l'encontre du nouveau visage environnemental que le gouvernement entend présenter sur la scène internationale. En même temps, les nécessités de la politique intérieure pourraient l'amener à se commettre en la matière.

Quelles que soient les décisions qui seront prises, les quelques exemples mentionnés plus haut montrent qu'il faudra plus que des invocations à la doctrine de la « conviction responsable », aussi louable soit-elle, pour briser l'héritage conservateur en matière de politique étrangère. Il reste encore à mesurer et évaluer la profondeur de cette rupture avec le passé conservateur. Par exemple, en ce qui a trait à la Chine, la rupture est plus marquée avec l'approche des conservateurs. Ces derniers montraient une tendance à critiquer sévèrement le régime de Pékin, même si à partir de 2010 les relations se sont améliorées de manière « notable » (LAGASSÉ, MASSIE ET ROUSSEL 2014 : 71).

²² IVISON, John (2016), « Trudeau convinced that pipeline strategy must be top priority », *The National Post*, 11 avril, <http://news.nationalpost.com/full-comment/john-ivison-trudeau-convinced-that-pipeline-strategy-must-be-top-priority> (consulté le 19 avril 2016).

Frédéric BOILY

C'est ainsi que la thèse de la rupture évoquée dans la première section doit s'inscrire dans un contexte interne où la capacité du nouveau gouvernement est contrainte, aussi bien par la situation économique, que par les décisions qui ont été prises par le précédent gouvernement, ou encore en raison d'évolutions imprévisibles de la situation internationale. Par exemple, certaines dimensions de la politique internationale du Canada sont difficiles à mettre de côté. Ici, il faut évoquer la récente élection présidentielle américaine et l'élection imprévue de Donald Trump. Voilà qui vient de changer la donne pour le gouvernement libéral. Pour le Canada, la relation avec les États-Unis demeure fondamentale tant pour les conservateurs que pour les libéraux de Justin Trudeau : « De manière paradoxale, donc, si la redéfinition de la politique étrangère du Canada, amorcée par le gouvernement Trudeau, doit impérativement prendre en considération la montée en puissance de rivaux sur la scène internationale, ceci doit être fait au travers du prisme de sa relation incontournable avec les États-Unis.²³ » Par exemple, en matière d'environnement, les orientations du gouvernement libéral risquent d'être grandement compromises « par la promesse de Donald Trump d'accélérer l'exploitation des énergies fossiles dans le sous-sol américain.²⁴ » C'est pourquoi il est parfois difficile de rompre avec l'héritage des gouvernements précédents et ce même si les nouveaux occupants au gouvernement en ont exprimé le souhait auparavant.

Au moment de rédiger ces lignes au début de l'automne 2016, la lune de miel entre le premier ministre libéral se poursuit encore avec l'électorat canadien qui aime tout autant le style du gouvernement libéral que l'image du Canada que Justin Trudeau projette à l'international. Jusqu'ici le ton et le discours adoptés par le gouvernement libéral ont indéniablement changé par rapport aux conservateurs, en étant moins martiaux et en montrant un souci certain de redorer l'image du Canada en matière environnementale. Le gouvernement exerce aussi un rôle accru dans les institutions internationales. Il n'empêche que des continuités pourraient aussi perdurer, comme cela pourra

²³ PAQUIN, Jonathan, MASSIE, Justin et ROUSSEL, Stéphane (2016), « Le Canada doit s'ouvrir sur le monde, sans tourner le dos aux États-Unis », *Le Dev'ir*, 29 janvier, <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/461477/le-canada-a-l-heure-d-une-multipolarite-americaine> (consulté le 20 juin 2016).

²⁴ PÉTRY, François (2016), « Trump, obstacle ou levier pour les promesses de Trudeau? », *Le Dev'ir*, 24 novembre, <http://www.ledevoir.com/politique/canada/485460/trump-obstacle-ou-levier-pour-les-promesses-de-trudeau> (consulté le 24 novembre 2016).

DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE CANADIENNE ?

être le cas en matière de libéralisation des marchés, voire avec une implication accrue avec l'OTAN. En définitive, il reste encore à voir comment s'incarnera concrètement, dans les quatre prochaines années, ce changement de ton dans des politiques résolument libérales qui permettront alors de parler d'une rupture consommée entre eux et les conservateurs.

Bibliographie

ARGYLE, Ray (2004), *Turning Points: The Campaigns That Changed Canada - 2004 and Before*, Toronto, White Knight Publications.

BLAKE, Donald E. (1979) « 1896 and All That: Critical Elections in Canada », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 12, no 2, p. 259-279.

BOILY, Frédéric (2015), « Les provinces de l'Ouest : toujours conservatrices mais avec un retour des libéraux », *IdeAs* [En ligne], 6 | Automne/Hiver, mis en ligne le 17 décembre 2015, URL : <http://ideas.revues.org/1255>.

---- (2014a), *De Pierre à Justin Trudeau. Portrait de famille de l'idéologie du Parti libéral du Canada. 1968-2013*, Québec, Presses de l'Université Laval.

---- (2014b), « Les conservateurs et l'identité canadienne de 1995 à aujourd'hui », *Le fédéralisme selon Harper. La place du Québec dans le Canada conservateur*, (sous la direction de CASTRO-REA, Julian et BOILY, Frédéric), Québec, Presses de l'Université Laval.

---- (2014c), « Les conservateurs canadiens, la question d'Israël et l'antisémitisme », *Études internationales*, volume XLV, no 4, pp. 579-600.

---- (2007), *Stephen Harper. De l'Écône de Calgary au Parti conservateur : les nouveaux visages du conservatisme canadien, (sous la direction de)* Québec, Presses de l'Université Laval.

BRICKER, Darrell et IBBITSON, John (2012), *The Big Shift. The Seismic Change in Canadian Politics, Business, and Culture and What It Means For Our Future*, Toronto, Harper Collins Publishers Ltd.

COLETTI, David et CZOP, Maciej, (2015), « Change above All Else: The Public Opinion Dynamics That Led to the Liberal Majority », *Canadian Election Analysis 2015: Communication, Strategy, and Democracy*, Vancouver, UBC Press, <http://www.ubcpress.ca/CanadianElectionAnalysis2015>.

GIDENGIL et al. (2012), Elisabeth, *Dominance and Decline. Making Sense of Recent Canadian Elections*, Toronto, University of Toronto Press.

Frédéric BOILY

IVES, Andrew (2015), « The Canadian general election of 2015: The Liberal victory marks a swing back to the center in Canadian politics », *IdeAs* [En ligne], 6 | Automne/Hiver 2015, mis en ligne le 16 décembre 2015, (consulté le 29 juillet 2016). URL : <http://ideas.revues.org/1253>

JEFFREY, Brooke (2010), *Divided Loyalties. The Liberal Party of Canada, 1984-2008*, Toronto, Buffalo, London, Toronto University Press.

LAGASSÉ, Philippe, MASSIE, Justin et ROUSSEL (2014), « Le néoconservatisme en politique étrangère et de défenses canadiennes », *Le fédéralisme selon Harper. La place du Québec dans le Canada conservateur*, (sous la direction de CASTRO-REA, Julian et BOILY, Frédéric), Québec, Presses de l'Université Laval.

LAMONT Michèle (1983), « Les transformations idéologiques aux États-Unis, entrevue avec Seymour Martin Lipset », *Politique. Revue de la société québécoise de science politique*, no 4, automne, pp. 5-26.

LEDUC Lawrence et al., (2010), *Dynasties and Interludes. Past and Present in Canadian Electoral Politics*, Toronto, Dundurn Press.

LEMIEUX, Vincent (2011), *Les partis générationnels. Passé, présent, avenir*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.

MASSICOTTE, Louis (2015), « Le retour de l'enfant prodigue. Les Québécois et l'élection fédérale canadienne de 2015 », *IdeAs*, 6 Automne/Hiver. <http://ideas.revues.org/1257> (consulté le 29 février 2016).

MORIN, David et ROUSSEL, Stéphane (2014), « Autopsie de la politique étrangère de Stephen Harper : un examen préliminaire », *Canadian Foreign Policy Journal*, Vol. 20, No. 1, pp. 1-8.

PARIS, Roland and OWEN, Taylor dir. (2016), *The World Won't Wait. Why Canada Needs To Rethink Its International Policies*, Toronto, Buffalo, London.

TOMLIN, Brian W., NORMAN HILLMER, Norman et OLSER HAMPSON, Fen (2008), *Canada's International Policies. Agendas, Alternatives, and Politics*, Don Mills, Ontario, Oxford University Press.

WADDELL, Chris (2015), « Election 2015: overview », *Canadian Election Analysis 2015: Communication, Strategy, and Democracy*. Vancouver, UBC Press, <http://www.ubcpress.ca/CanadianElectionAnalysis2015>.